

Les hôpitaux suisses ont un besoin urgent de soins intensifs pour survivre

SANTÉ La faîtière H+ a présenté hier à Berne une étude sur le paysage hospitalier. Les résultats sont alarmants et montrent la nécessité d'une transformation en profondeur des pratiques actuelles

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

Les mots sont forts: «Le statu quo n'est pas une option.» «Il faut sortir de l'impasse.» «Une transformation du paysage hospitalier est incontournable.» Réunis hier à Berne, les responsables de la faîtière des hôpitaux suisses (H+) ont présenté les résultats d'une étude réalisée par PwC, leader de l'audit et du conseil en Suisse.

Le constat dressé dans «Perspectives d'avenir pour le paysage hospitalier suisse» est limpide: «Les hôpitaux et les cliniques sont soumis à une énorme pression des coûts, qui va encore s'accroître avec l'évolution démographique et les progrès technologiques. Les problèmes sont structurels: sans modernisation, ils seront de plus en plus difficiles à surmonter.» Pour Guido Speck, membre du comité de H+ et directeur de l'hôpital de Winterthour, c'est vite vu: «Sans changements dans le paysage hospitalier, on court à la catastrophe».

Avec près de deux tiers des établissements hospitaliers du pays dans les chiffres rouges, une contraction du secteur semble inévitable. Pour autant, les dirigeants de la faîtière des hôpitaux se refusent à quantifier le nombre d'hôpitaux nécessaires au pays. «Pour nous, il

Mais de quelle catastrophe parle-t-on? Elle est avant tout financière, mais concerne également la pénurie de personnel et la qualité des soins. Le constat dressé le 25 novembre par l'Office fédéral de la statistique (OFS) ne laisse planer aucun doute: «62% des hôpitaux publics affichaient une perte en 2024, alors qu'ils étaient 37% parmi les établissements privés. Deux hôpitaux sur trois ont vu leur situation financière se dégrader par rapport à 2023.» Un diagnostic que nuance l'OFS: «Les hôpitaux suisses ont enregistré une hausse de leurs recettes de 3,6% entre 2023 et 2024, atteignant 36,6 milliards de francs. Les charges ont progressé plus modérément (2,3%) pour s'établir à 36,95 milliards. L'exercice 2024 se solde ainsi par une perte de 347 millions de francs, en amélioration par rapport aux 777 millions enregistrés en 2023.» Concrètement, cela signifie que malgré une diminution des déficits, la majorité des hôpitaux souffrent.

Avec près de deux tiers des établissements hospitaliers du pays dans les chiffres rouges, une contraction du secteur semble inévitable. Pour autant, les dirigeants de la faîtière des hôpitaux se refusent à quantifier le nombre d'hôpitaux nécessaires au pays. «Pour nous, il

s'agit de transformer, pas de démanteler», a insisté Anne-Geneviève Bütkofer, directrice de H+. De son côté, Alessandro Bresan, membre du comité de HH+ et directeur de l'Ente ospedaliero cantonale à Bellinzona, estime que comme «plusieurs hôpitaux sont dans les chiffres rouges, ils devront fermer si on n'agit pas. La transformation du paysage hospitalier se fera, qu'on le veuille ou non.» Paul Sailer, auteur de l'étude et directeur de PwC Suisse, refuse également de donner une évaluation. Il concède néanmoins que «la transformation va certainement mener à des fermetures d'hôpitaux».

Vers un bouleversement majeur

La diminution du nombre d'établissements entamée en 2010 devrait donc se poursuivre à l'avenir. Et ce d'autant plus que le système hospitalier actuel favorise les surcapacités hospitalières, comme le confirme la récente étude menée par le surveillant des prix et publiée hier. On y lit notamment qu'avec «4,4 lits d'hôpitaux pour 1000 habitants et une durée moyenne de séjour de 8,4 jours, la Suisse dispose de capacités supérieures à la moyenne» internationale.

Reste à savoir si cette évolution baissière se fera de manière sauvage, faillite après

faillite, ou si elle peut être concertée et coordonnée. Paul Sailer de PwC en est convaincu, «si elle est incontournable, la transformation est aussi réalisable». En ciblant les besoins, il sera possible de garantir à long terme la qualité, l'accessibilité et l'économie des soins. Régine Sauter, conseillère nationale (PLR/ZH) et présidente de H+, se montre confiante: «L'étude montre là où il faut agir et quelles conditions-cadres sont requises pour une transformation durable du paysage hospitalier.»

Trois leviers ont été identifiés pour réussir ce bouleversement: prise en charge échelonnée, accélération du transfert vers l'ambulatoire et numérisation. La politicienne zurichoise l'assure: «Les hôpitaux et les cliniques sont prêts à développer les réseaux de soins, à proposer davantage de prestations en ambulatoire et à aller de l'avant avec l'innovation numérique.» Elle met néanmoins en garde: «En l'absence de meilleures conditions-cadres, les propriétaires d'hôpitaux devront procéder à d'autres opérations de sauvetage.»

Pour éviter autant que possible ces opérations d'urgence, H+ a formulé neuf revendications pour opérer une transformation concertée, la moins douloureuse possible et permettant de garantir des

soins de qualité. En premier lieu, il s'agit d'assurer un financement dit «fiable». En d'autres termes, la faîtière demande des tarifs qui couvrent les coûts réels des hôpitaux. Et elle espère que le parlement prendra ses responsabilités dans ce sens. Une revendication également formulée pour négocier correctement le virage de l'ambulatoire. «Ce transfert n'est pas possible si le financement ne couvre pas les coûts», relève-t-on chez H+

Dans le paquet, H+ demande encore que la planification des soins soit modernisée en se basant sur les bassins d'approvisionnement et les flux de patients réels. Cela implique une coordination qui va au-delà des frontières cantonales. La réduction de la bureaucratie, le renforcement de la qualité et de la sécurité des patients mais aussi de la coopération et des réseaux, l'accélération de la numérisation sont également au menu. Enfin, la pénurie de personnel appelle une réflexion nationale. But d'une telle stratégie: garantir la main-d'œuvre nécessaire aux hôpitaux.

Le programme est ambitieux, mais chez H+, on en est convaincu: «Si les responsables politiques, les assurances maladie, les hôpitaux et la population» s'unissent, il sera possible de sortir les hôpitaux des soins intensifs. ■